

nationale. Contre l'État absolutiste, propriété du prince, Rousseau et ses disciples des assemblées révolutionnaires dressent l'État démocratique, forme politique du peuple souverain ; à l'idée même de l'État, création artificielle, Herder oppose l'idée de la nation, organisme naturel, prolongement de la famille et de la tribu¹. C'est le principe même de l'ancienne Autriche qui est ainsi menacé. La propagande française sème dans le monde les idées libérales ; c'est tous les opprimés qu'elle veut affranchir : pourquoi les nations resteraient-elles asservies, quand les individus voient tomber leurs chaînes ? Pour se répandre, il faut que ces idées libérales s'expriment en langue vulgaire : la masse autrement leur reste inaccessible ; il faut que le travail national se fasse en profondeur, aille dans le peuple. Sur l'ancienne division sociale, en classes privilégiées qui parlent des langues internationales, latin, français, allemand, et classes assujetties, qui ne connaissent que des parlers nationaux, se trace une nouvelle division, qui est nationale : les lignes horizontales des classes sont traversées par les lignes verticales des nationalités. L'oppression napoléonienne enfin, en réveillant la nationalité allemande, a, par un contre-coup ressenti de proche en proche, réveillé les nations slaves que la germanisation avait recouvertes. De toute part, sous l'action des nouvelles idées démocratiques, on voit se reformer, pousser vers le jour les nationalités autrichiennes ; déjà elles tendent et bossellent, elles font craquer, en attendant de le faire éclater, le vernis qu'a étendu sur elle l'État autrichien.

Rendre ce vernis plus compact, plus résistant et plus brillant, ç'avait été l'entreprise de Joseph : il ne réussit qu'à le rendre plus lourd, plus rigide et plus cassant. La germanisation avec lui ne changea pas de but : elle resta autrichienne, non allemande, politique, non nationale. Mais elle changea de méthode. Jusqu'à lui, elle était insinuante, et — si étrange que paraisse le mot — tolérante. Marie-Thérèse, pour les besoins de l'administration comme dans l'intérêt de l'éducation publique, cherche à répandre le plus qu'elle peut la connaissance de l'allemand ; mais elle est hostile à toute contrainte, et elle se refuse à sacrifier les langues nationales à l'allemand : elle les juge au contraire indispensables et indéracinables. L'allemand, pour elle, est destiné à être la langue auxiliaire, la langue internationale des peuples autrichiens, entre eux et avec l'étranger, mais nullement l'unique langue autrichienne ; c'est elle qui introduit l'étude du tchèque dans les écoles mili-

1. Masaryk, *Česká otázka*, 95.